

TD n°04 : Quelques détails supplémentaires ainsi que des notions clés sur l'affaire Dreyfus.

Présentation :

L'affaire Dreyfus, crise politique de la III^e République qui, de 1896 à 1899, a profondément divisé l'opinion publique et entraîné une crise nationale.

Scindée en deux camps antagonistes l'opinion s'est opposée au sujet de la culpabilité ou de l'innocence du capitaine Alfred Dreyfus, condamné à tort pour espionnage au profit de l'Allemagne. Au-delà du scandale judiciaire, l'affaire Dreyfus a été un puissant révélateur des profonds clivages idéologiques et politiques de la France d'avant 1914. A terme, elle a en grande partie déterminé la représentation de l'esprit républicain.

L'opinion se divise en deux camps :

Si l'affaire Dreyfus prend alors une tournure hautement politique et débouche sur une crise morale nationale paroxystique, c'est que le contexte favorise l'exaspération de l'opinion publique.

Sur le plan économique, la période est difficile. Sur le plan politique, la III^e République a vu éclore, puis s'affirmer un courant nationaliste et revanchard (faisant suite à l'échec de la guerre de 1870), antiparlementaire que la crise boulangiste de 1886-1889 a amplement nourri, avant que le scandale de Panamá ne lui serve de relance.

1) Les dreyfusards :

Au nom de la vérité, de la justice et des droits de l'individu, les partisans de la révision du procès, les dreyfusards, exigent que le jugement de 1894 soit cassé. Cette position est notamment défendue dans les colonnes de l'Aurore, de la Petite République, du Figaro, du Siècle. Le camp dreyfusard, majoritairement de gauche, souvent anticlérical et antimilitariste, comprend des socialistes (Jean Jaurès), des radicaux et des républicains. Il rassemble des protestants et francs-maçons que les antidreyfusards assimilent aux « juifs » et aux « métèques » dans un vaste et supposé complot contre la France.

2) Les antidreyfusards :

Chez les antirévisionnistes ou antidreyfusards, au nom de la défense de l'honneur de l'armée, de la patrie et de la raison d'Etat, on refuse tout retour en arrière (c'est aussi la position du président de la République **Félix Faure**). Beaucoup se plaisent en outre à lire la foisonnante publication de textes antisémites. Avec des nuances propres à chacun d'entre eux, ce sont ces positions que répercutent auprès des lecteurs des quotidiens généralistes (l'Autorité, la Croix, le Gaulois), mais plus encore des organes des ligues d'extrême droite (en particulier la Libre Parole ou l'Antijuif).

-Du côté des antidreyfusards en effet, outre l'écrasante majorité du clergé et de l'armée, on trouve les ténors du courant nationaliste, souvent antisémites, mais également la plupart des monarchistes et des catholiques qui voient là une nouvelle occasion de combattre la République laïque. Ainsi, plusieurs ligues, peu avant la crise ou durant la crise, fédèrent en partie cette opinion : la Ligue des patriotes (fondée par Paul Déroulède en 1882), la Ligue antisémitique (fondée par Edouard Drumont et Jules Guérin en 1886), la Jeunesse antisémitique française (1893), la Ligue de la patrie française (1898, à laquelle appartient Maurice Barrès), enfin l'Action française, créée en 1899, notamment par Charles Maurras, en réponse directe à la création de la Ligue des droits de l'homme, dreyfusarde. Cette opposition sait, elle aussi, mobiliser les intellectuels, en particulier dans les milieux des académiciens (Ligue de la patrie française).